

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

## RÉSEAU CANOPÉ

16 DÉCEMBRE 2024

Les représentant-es UNSA Éducation, lors du conseil d'administration sont intervenus sur la présentation du budget initial du Réseau. Elles et Ils soulignent les défis budgétaires structurels de Réseau Canopé et appellent à une gestion plus humaine et durable.

Les représentant-es UNSA Éducation attire l'attention sur des stratégies délétères et maltraitantes. Elles mettent en souffrance les personnels, des formatrices et des formateurs en Atelier jusqu'à la direction de l'établissement en passant par les fonctions supports

### Points clés

#### 1. Financements complémentaires décentralisés et Écoles Académiques de Formation continue (EAFC)

- Les financements complémentaires décentralisés avec les EAFC ne se développent pas comme prévu.
- Une surévaluation optimiste a été reconnue lors d'un précédent CA par le représentant de la DGESCO.
- Nécessité d'une plus grande précision concernant les recettes institutionnelles.

#### 2. Déficit structurel et gestion budgétaire de l'État

- L'État n'est pas en mesure d'assurer ses prévisions budgétaires ou change régulièrement les règles sans compensation.
- Le déficit structurel ne peut être imputé uniquement à l'établissement public.
- Le rapport Longuet du Sénat et la cour des comptes reconnaissent la bonne gestion de Réseau Canopé.

#### 3. Impact des mesures exogènes sur le budget

- Les mesures relatives au rendez-vous salarial et aux augmentations du point d'indice n'ont été que partiellement compensées.
- Ces mesures constituent une part importante du déficit budgétaire final.

#### 4. Rôle spécifique de Réseau Canopé

- Réseau Canopé joue un rôle crucial dans la formation continue des enseignants et le développement professionnel des agents.
- Il contribue à la cohésion de la politique de l'État en territoire et dépasse les capacités dévolues par sa SCSP.

#### 5. Déménagements et dépenses d'investissement

- Les déménagements dans le cadre du SPSI engendrent des dépenses d'investissement pour adapter les nouveaux locaux.
- Les résultats de ces mesures doivent être appréciés sur la durée, au moins jusqu'en 2026.

## **6. Contraintes budgétaires et masse salariale**

- La contrainte budgétaire de Bercy sur le MEN et ses opérateurs est systémique et déshumanisée.
- Les mesures exogènes, comme l'augmentation des cotisations retraite, impactent le budget sans compensation adéquate.

## **7. Historique des budgets et déficit structurel**

- Chaque possibilité d'équilibre budgétaire est suivie par une réduction de la SCSP et des mesures exogènes non compensées.
- Le déficit structurel est artificiellement entretenu par l'État, impactant la masse salariale et les performances attendues.

## **8. Risques psychosociaux (RPS) et bien-être des personnels**

- Les stratégies budgétaires actuelles sont délétères et maltraitantes, augmentant les risques de RPS.
- Une approche différente est nécessaire pour respecter la performance des opérateurs et la personne humaine au travail.